



Guerre au cash: Taïwan interdirait l'utilisation des espèces pour les achats de biens immobiliers, d'automobiles et de bijouterie

Par [Zero Hedge](#)

Mondialisation.ca, 02 mars 2017

[Zerohedge.com](#) 22 février 2017

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#)

Le virus cancérigène et liberticide mondial que sont les interdictions d'utilisation d'espèces, au nom de la lutte contre le terrorisme, a atteint les côtes taïwanaises cette semaine. Selon un article du [quotidien de Taipei, l'Economic Daily News](#), qui cite une source anonyme du Ministère de la Justice, Taïwan pourrait interdire, dans le cadre de la "lutte contre le blanchiment d'argent", toutes les transactions en espèces pour des achats immobiliers et de produits de luxe.

[Comme nous l'avons déjà mentionné](#), la [guerre déclarée aux espèces](#) ne fait pas que continuer sur sa lancée, mais elle s'intensifie.

Elle a commencé en Occident, par des petites intrusions dans notre droit à utiliser la monnaie de notre propre pays. Cette guerre s'est étendue à l'Inde de façon brutale, imposée à une population de 1,2 milliards de personnes, dans un pays où 68% des transactions s'effectuent en espèces. Et aujourd'hui, [elle s'étend à Taïwan, comme le rapporte le Economic Daily News](#) (traduit par Google Translate)...

Dans le but de renforcer la prévention et le contrôle du blanchiment d'argent, le ministère de la Justice de Taïwan prévoit de promouvoir à grande échelle les transactions dématérialisées. La première vague pourrait concerner les transactions dans l'immobilier, les voitures de luxe et la bijouterie.

Selon la législation concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux, qui à l'heure actuelle régit l'utilisation des outils de paiement en espèces, le ministère de la Justice prévoit des discussions avec les autres instances régulatrices dans la seconde moitié de l'année.

Une fois que la législation sera finalisée, les ventes de biens immobiliers, d'automobiles et de bijouterie ne seront plus autorisées à être effectuées en espèces; seuls des outils de paiement dématérialisés, comme les cartes de crédit, les cartes bancaires, les chèques, les paiements électroniques ou les virements bancaires seront autorisés.

La législation actuelle exige l'enregistrement et la déclaration de toutes transactions au-delà de 500 000 yuan *[aux alentours de 16 000 dollars, et non de 72 000 USD comme mentionne la version originale du texte, qui confond le yuan chinois et le yuan taïwanais, NdT]*.

Quant à savoir si ce niveau sera encore abaissé dans le futur, cela reste incertain; mais pour les biens immobiliers, les automobiles et la bijouterie, le niveau sera de zéro, leurs transactions seront uniquement autorisées en paiements dématérialisés.

En outre, les officiels expliquent que de telles modifications conceptuelles n'affecteraient pas la majorité des hommes d'affaires, tout en admettant qu'elles pourraient représenter un inconvénient pour ceux qui ne peuvent faire la demande d'obtention d'une carte de crédit.

Évidemment, l'excuse invoquée pour cette interdiction d'utilisation des espèces est simple:

Les données internes détenues par le Ministère de la Justice montrent que la répartition des avoirs des groupes criminels est particulièrement concentrée en or, diamants, et en biens immobiliers. Les transactions immobilières sont considérées comme représentant un risque élevé de blanchiment d'argent.

[Comme nous l'avons remarqué dans un article précédent](#), à première vue, la "guerre au cash" a des relents de théorie de la conspiration, et pourtant, tous les gouvernements bénéficieraient de cette capacité accrue de contrôle et y seraient donc très favorables. En fait, il se trouve que cela pourrait représenter la seule solution à leurs problèmes budgétaires actuels.

Comment se déroulerait ce plan? Voici en gros comment je perçois la première phase:

- Lier la libre-circulation des espèces au terrorisme (créer l'illusion collective que tout mouvement important d'argent suppose une activité criminelle)
- Établir un plafond maximal en-deça duquel il est possible de transférer de l'argent sans avoir à le déclarer à une entité de contrôle étatique
- Abaisser ce plafond de façon périodique
- Habituer les populations à effectuer toutes leurs transactions, petites et grandes, au moyen d'une carte bancaire
- Créer l'illusion collective que le simple fait de détenir des espèces est suspect, puisque ce n'est plus le seul moyen de paiement disponible.

La première fois que j'ai écrit sur ce sujet, j'avais essuyé de nombreuses critiques, arguant que la mise en place d'un tel plan était impossible, et encore moins susceptible d'aboutir. Et je dois avouer que ce scénario semblait à l'époque si orwellien, qu'on peut comprendre que cela ait été considéré comme une idée saugrenue. Mais depuis cette époque, ce programme de guerre aux espèces s'est développé extrêmement rapidement. Rien que dans des six derniers mois, ce programme est devenu si visible aux yeux de tous, qu'il a gagné le nom de "*Guerre contre le cash*".

Des références médiatiques soulignent souvent le fait que des groupes terroristes financent leurs attaques par l'intermédiaire d'argent liquide. Des douzaines de pays ont plafonné les transferts bancaires qui peuvent être effectués sans être déclarés aux autorités. Certains États, notamment la France, ont déjà commencé à diminuer ces plafonds. D'autres pays, comme la Suède, voient leurs banques commencer à traiter TOUTES les transactions en espèces comme suspectes.

Il semblerait que Taïwan soit en train de se joindre à cette guerre déclarée aux espèces.

[Il existe trois acteurs majeurs dans cette guerre aux espèces :](#)

1. Les initiateurs

Qui? Les gouvernements et les banques centrales.

Pourquoi? L'élimination des espèces rendra plus aisée la traçabilité de tous types de transactions, incluant celles effectuées par les criminels.

2. L'ennemi

Qui? Groupes criminels et terroristes

Pourquoi? L'existence de billets de banque à forte dénomination facilite les transactions illégales et protègent l'anonymat.

3. Les victimes collatérales

Qui? Les honnêtes citoyens

Pourquoi? L'élimination forcée des moyens physiques de paiement aura des répercussions potentielles sur l'économie et sur les libertés civiques.

Les coups portés par les gouvernements dans leur guerre contre les espèces pourraient causer encore plus de dommages collatéraux :

1. La protection de la vie privée

Les transactions dématérialisées incluent systématiquement un intermédiaire ou une tierce partie.

Les gouvernements auront un accès privilégié aux données et transactions personnelles.

Certains types de transactions (paris, etc.) pourraient être interdits ou suspendus par les gouvernements.

Les monnaies virtuelles pourraient devenir une alternative pour de telles transactions *[peu probable, car les crypto-devises telles le bitcoin sont en fait plus transparentes que n'importe quel autre moyen de paiement, car tout l'historique de chaque bitcoin est enregistré dans la blockchain, NdT]*

2. L'épargne

Les épargnants n'auront plus la liberté individuelle de garder leurs économies en dehors du système bancaire.

L'élimination des espèces fait des taux d'intérêts négatifs, une possibilité de politique économique pour les dirigeants.

Une société sans espèces signifie également que les épargnants sont susceptibles d'être mis à contribution, sans choix individuel, pour remettre à flot des banques en faillite.

Les épargnants n'auraient qu'une marge de manœuvre très restreinte pour réagir à des événements comme la déflation ou l'inflation.

3. Droits de l'Homme

La démonétisation rapide d'une économie dans le passé a mené à des violations des droits humains à vivre et à se nourrir.

En Inde, le retrait de la circulation des billets de 500 et 1000 roupies a causé de multiples tragédies humaines, dont des patients à qui ont été refusés des soins, ou d'autres personnes devenues incapables de se nourrir décemment.

La démonétisation d'une économie affecte la possibilité des petites gens et des petits commerçants à survivre grâce au secteur de l'économie informelle.

4. Cyber-sécurité

Toute la richesse des pays étant dorénavant entreposée de manière électronique, le risque potentiel et l'impact de la cyber-criminalité augmente d'autant.

L'usurpation d'identité pourrait faire disparaître les économies de toute une vie, pour les gens qui en seraient victimes.

Selon l'institut de recherche Juniper, le coût des attaques sur les réseaux informatiques devrait s'élever à 2 100 milliards de dollars en 2019.

Cette question a pris de l'ampleur plus rapidement qu'on pouvait le craindre. [Il apparaît clairement que les gouvernements mènent cette guerre contre le cash à marche forcée. Il ne peut y avoir qu'une seule raison pour expliquer pourquoi ils précipiteraient un programme qui devrait normalement prendre plus de temps pour être accepté par les populations, et cela doit être qu'ils anticipent l'avènement d'un crash, avant de pouvoir mettre en place la phase suivante de leur plan.](#)

Tyler Durden

Article original en anglais : [Taiwan Joins Global War On Cash: Plans To Ban Purchases Of Houses, Cars, & Jewelry](#), Zero Hedges, 22 février 2017

Traduit par Laurent Schiaparelli, édité par Wayan, relu par nadine pour [le Saker francophone](#)

La source originale de cet article est [Zerohedge.com](#)

Copyright © [Zero Hedge](#), [Zerohedge.com](#), 2017

Articles Par : [Zero Hedge](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca